



Contrat Local de Santé De MAGNY-EN-VEXIN 2018-2022



PARTIE 1 : LE PREAMBULE

PRESENTATION DE L'OUTIL CLS

Introduits par la loi Hôpital, Patients, Santé et Territoires du 21 juillet 2009 et confortés par la Loi de Modernisation de notre système de santé du 26 janvier 2016, les Contrat Locaux de Santé (CLS) permettent la mise en œuvre du Projet Régional de Santé (PRS) et constituent les *volets santé* des Contrats de Ville. Ils peuvent ainsi porter sur la prévention et la promotion de la santé, les politiques de soins et l'accompagnement médico-social. Portés conjointement par l'Agence Régionale de Santé (ARS) et une collectivité territoriale, ils sont l'expression de dynamiques locales partagées entre acteurs et partenaires de terrain pour mettre en œuvre des actions, au plus près des populations.

Un outil de lutte contre les inégalités sociales et territoriales de santé :

Les CLS constituent des outils de mobilisation et de coordination privilégiés pour lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé (ISTS) qui caractérisent la région d'Île-de-France. Afin de participer à la réduction des ISTS, les CLS se doivent notamment de favoriser l'action sur les déterminants de la santé, le développement de démarches intersectorielles et s'appuyer sur le principe d'universalisme proportionné. Dans ce cadre, les CLS doivent s'attacher à ce que les actions développées atteignent prioritairement les personnes fragiles, défavorisées et éloignées de la prévention ou de l'accès aux soins.

Un outil pour favoriser la mise en place d'un parcours de santé cohérent :

Les CLS doivent favoriser, à l'échelle de leurs territoires, la mise en œuvre de parcours de santé cohérents, allant de la prévention à la prise en charge globale en passant par les soins, en agissant sur la lisibilité, l'accessibilité et la qualité de ces derniers. Cet effort de cohérence doit bénéficier en particulier aux personnes pour lesquelles les difficultés sociales conduisent à une fragmentation ou à des lacunes dans la prise en charge. Les habitants, qu'ils soient usagers du système de santé ou destinataires des politiques de prévention, doivent être associés à l'ensemble de la démarche.

Un outil de mobilisation des professionnels, des citoyens et des usagers :

Les CLS sont fondés sur une démarche participative et de co-construction. Ils doivent ainsi mobiliser tant que possible la participation des habitants. A ce titre, les CLS doivent permettre d'agir sur certains des déterminants sociaux et environnementaux de santé, par une mobilisation convergente

des signataires – mais aussi par la participation active de l'ensemble des acteurs (intervenant dans les champs sanitaires / sociaux et médicaux-sociaux), des habitants et des usagers.

Fondement de la démarche sur la Ville de Magny-en-Vexin :

Les signataires du CLS :

- la Commune :

La ville de Magny-en-Vexin, engagée de longue date dans une politique locale de santé publique, considère que la signature d'un Contrat Local de Santé constitue une opportunité de conforter et développer les actions qu'elle mène ou soutient sur son territoire, à travers ses différents services et en partenariat avec les structures associatives et institutionnelles.

- l'Agence régionale de Santé, sur les principes du Projet régional de santé :

*L'ARS Île-de-France a souhaité s'engager dans la signature d'un Contrat Local de Santé (CLS) avec la Ville de Magny-en-Vexin dans une volonté de déclinaison territoriale de **son Projet Régional de Santé défini pour la période 2018-2022**. En encrant ses actions dans une perspective globale, intersectorielle et avec l'objectif d'améliorer les parcours de santé, le CLS de Magny-en-Vexin est aussi garant de la déclinaison **des plans Priorité Prévention et Ma santé 2022 portés par l'Agence**. Le CLS de Magny-en-Vexin constitue enfin un outil de déclinaison de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté du fait de sa volonté à ce que les initiatives locales de son territoire atteignent prioritairement les publics défavorisés.*

- la Préfecture,

Le Préfet du département du Val d'Oise, attaché à ce que les questions de santé soient l'un des enjeux importants de la politique de cohésion sociale d'une part, et de l'ensemble des politiques publiques d'autre part, s'implique également dans la contractualisation.

- la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, sur la convention d'objectifs et de gestion de la CNAM :

La CPAM, fortement engagée dans l'accès aux soins et l'accès aux droits, a souhaité rejoindre la démarche en tant que signataire du CLS 2ème génération.

- le Conseil départemental, sur les schémas départementaux :

Enfin, le Conseil départemental du Val d'Oise s'est prononcé, en faveur d'une participation active aux CLS communaux de son territoire, afin de renforcer son action en faveur notamment de la santé des enfants, des femmes enceintes, et de la prévention, en cohérence avec les autres intervenants.

- Tous les signataires :

Par cet engagement commun, les signataires confirment leur volonté d'améliorer la réponse apportée aux besoins de santé de la population.

**L'Articulation des politiques publiques pour la réduction des
Inégalités sociales et territoriales de santé (ISTS)**

Le présent CLS est un outil de déclinaison territoriale du Projet Régional de Santé 2 défini par l'ARS d'Île-de-France pour la période 2018-2022. Ce PRS est guidé par trois objectifs majeurs :

- renforcer la prévention et la promotion de la santé pour préserver le capital santé et bien-être et éviter d'avoir à soigner ;
- réduire les inégalités sociales et territoriales de santé dans une région marquée par de forts contrastes en la matière ;
- adapter les actions et les politiques aux spécificités locales, en cherchant notamment une meilleure coordination des acteurs.

Par ailleurs, l'Agence a fait le choix de structurer son Projet régional de santé autour de cinq axes de transformation du système de santé :

- promouvoir et améliorer l'organisation en parcours des prises en charge en santé sur les territoires ;
- développer une réponse aux besoins mieux ciblée, plus pertinente et efficiente ;
- permettre un accès égal et précoce à l'innovation en santé et aux produits de la recherche ;
- permettre à chaque Francilien d'être acteur de sa santé et des politiques de santé ;
- prescrire la santé dans toutes les politiques publiques.

Cette approche transversale s'appuie par ailleurs sur huit thématiques de santé identifiées comme prioritaires : périnatalité et santé des enfants jusqu'à 6 ans ; santé des adolescents et jeunes adultes ; santé et autonomie des personnes âgées ; santé, autonomie et insertion des personnes handicapées ; cancer ; maladies neurodégénératives ; santé mentale ; maladies chroniques cardiovasculaires et métaboliques.

Les principes politiques partagés

Les partenaires signataires fondent leur action partagée sur les principes suivants :

- Agir sur les déterminants sociaux et environnementaux de la santé

« La santé d'une personne est d'abord le résultat des conditions de vie et de travail qui interagissent avec ses caractéristiques individuelles » (INPES). Il est donc nécessaire d'adopter une approche globale de la santé intégrante, en dehors des interventions sur les comportements et sur l'accès au système de soins, des interventions sur les déterminants sociaux et environnementaux de la santé.

- Apporter des réponses graduées en fonction des besoins de la population

Les inégalités sociales et territoriales de santé ne touchent pas seulement les personnes les plus défavorisées. L'ensemble de la population est concerné. « Les inégalités sociales de santé suivent une distribution socialement stratifiée au sein de la population. En d'autres termes, chaque catégorie sociale présente un niveau de mortalité, de morbidité plus élevé que la classe immédiatement supérieure » (INPES).

- Agir sur les inégalités d'accès et de continuité du système de soins

Certaines inégalités sont liées à l'organisation même du système de soins. C'est pourquoi les signataires attachent une importance à l'accès aux droits, à l'accès aux soins de premier recours, et à la continuité du parcours de santé. Cet accès et cette continuité doivent être particulièrement améliorés pour les personnes fragiles et défavorisées, plus sensibles aux ruptures.

- Penser et développer la participation citoyenne

Le renforcement des compétences (empowerment) des citoyens et notamment de ceux éloignés des processus de décision est un moyen efficace de réduire les écarts de santé. Ce renforcement doit permettre, comme pour les professionnels, d'aller vers l'association systématique des usagers

à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des actions, en veillant à ce que les citoyens confrontés aux difficultés les plus importantes trouvent toute leur place.

- Promouvoir un parcours de santé cohérent et adapté à chacun

Favoriser la mise en œuvre de parcours cohérents de santé, allant de la prévention à la prise en charge en passant par les soins en identifiant au préalable les inégalités rencontrées dans les parcours (points de rupture, public concernés...)

- Adopter une approche intersectorielle

Le CLS doit s'efforcer de faciliter les démarches transversales, pour dépasser les fonctionnements cloisonnés en mobilisant une pluralité d'acteurs issus du champ sanitaire et des autres politiques publiques et associant étroitement les habitants.

- Développer l'articulation CLS/Politique de la Ville

L'articulation avec la politique de la Ville doit être une priorité forte du contrat, ce qui implique notamment une démarche complémentaire avec celle menée par l'Atelier Santé Ville.

- Définir une stratégie locale d'intervention cohérente avec celles des autres échelons d'intervention (départemental, régional, national) : dans un souci d'efficience et d'optimisation des moyens engagés, la coordination des politiques menées par l'ensemble des acteurs territoriaux demeure une nécessité pour agir efficacement sur les ISTS

- Evaluer le CLS

Les signataires s'engagent à mesurer ensemble les résultats des actions engagées, et éventuellement de les réorienter ou de les moduler en fonction des conclusions de l'évaluation (évaluation de la démarche, des actions et des effets).

LE DIAGNOSTIC

Le profil de Magny-en-Vexin

Au sein du Parc Naturel régional du Vexin Français, la commune de Magny-en-Vexin est située à l'extrémité nord-ouest du département Val d'Oise. Comptant près de 5673 habitants, Magny-en-Vexin

est la plus grande commune de ce vaste territoire rural. Magny se trouve à 52 km au nord-ouest de Paris ; à 23 km au nord-ouest de Cergy ; à 36 km de Beauvais et à 20 km de Mantes-la-Jolie.

Commune attractive, elle concentre des emplois, des services, des commerces, des équipements sportifs, culturels, sociaux et sanitaires. Malgré son rôle de « Pôle local », la commune subit l'attractivité de l'agglomération de Cergy, près de 57% des Magnytois se déplacent à plus de 20 km de leur domicile pour travailler. Située sur la RD14, la ville bénéficie d'un réseau routier visant à désenclaver la commune et permettant un transport individuel et collectif reliant Paris à Rouen et joignant directement la commune de Cergy.

Les caractéristiques de la population :

- La population après s'être stabilisée dans les années 2000 progresse de nouveau grâce à son solde migratoire positif. Elle atteint à ce jour 5673 habitants.
- D'un point de vue démographique, la pyramide des âges en violon démontre que deux populations aux besoins et intérêts distincts, sont prédominantes et coexistent. La population de moins de 20 ans et celle de plus de 65 ans sont sur-représentées. L'indice de vieillissement augmente et dépasse celui du département.
- Malgré une amélioration du profil socioprofessionnel, avec une proportion de cadres et professions libérales de plus en plus importante, une diminution du nombre de jeunes sans diplôme, une augmentation des jeunes obtenant un diplôme supérieur, les taux concernant l'obtention des diplômes (bac et études supérieures) restent largement inférieurs à ceux du département. Les carences éducatives et le décrochage scolaire sont des éléments significatifs.
- De nouveaux arrivants dans la commune, grâce notamment à l'augmentation de la part de logements sociaux, amènent une diversification des profils socio-culturels. L'installation de « néo ruraux » modifie le profil rural de la commune et les besoins des habitants.
- Une importante fragilité socio-économique est à souligner. La précarité économique est incontestable au vu du taux de pauvreté sur la commune qui est de 11% de la population, (14,1% au niveau national), du taux de chômage qui atteint 14,2% (13,6% pour le Val d'Oise) et du taux des foyers qui ne sont pas imposables qui dépasse 38% (29% pour le Val d'Oise).
- L'insalubrité de certains logements dans le centre-ville de la commune est une problématique identifiée.

La combinaison de ces différents facteurs amène à un Indicateur de développement humain (IDH) de 0,45 contre 0,52 pour le département.

L'état de santé des Magnytois et les thématiques sanitaires prioritaires identifiées

- Une mortalité prématurée plus importante avec un indice comparatif de mortalité plus élevé que sur le département est à souligner.

Les chiffres de l'INSERM révèlent des taux concernant le nombre de cancers et les troubles de l'appareil circulatoire et respiratoire plus élevés que sur le reste du département (notamment le cancer de la prostate)

Les professionnels, au travers de l'observation de leur patientèle, expliquent cette mortalité plus importante par :

- ✓ L'importance des tumeurs avec l'augmentation du nombre de diagnostics.
 - ✓ Les comportements à risques avec l'importance des pratiques addictives (alcool et cannabis chez les adolescents et jeunes adultes).
 - ✓ Les habitudes alimentaires qui sont en lien avec l'augmentation de patients atteints d'obésité et de diabète.
 - ✓ L'isolement géographique qui pour une partie de la population est un frein pour accéder aux soins.
- La santé mentale est un thème souligné par la quasi-totalité des professionnels rencontrés lors du diagnostic santé :
 - ✓ Les états dépressifs dus à des situations professionnelles ou familiales complexes chez les adultes.
 - ✓ Situations de mal être et souffrances psycho-sociales et parfois dépression chez les adolescents.
 - ✓ Troubles de l'apprentissage chez les enfants.

Cette thématique a été souvent reliée aux pratiques addictives concernant essentiellement la consommation d'alcool mais également des poly-addictions présentes à tous les âges.

- Une forte prévalence des affections de longue durée est également observée, selon la CPAM, 20,1 % de la population serait en ALD contre 14,8% pour le département. Les maladies chroniques identifiées par les professionnels sont essentiellement le diabète, les tumeurs et les affections psychiatriques de longues durées.
- La périnatalité est un thème jugé également prioritaire par les professionnels de la santé. Si le taux de fécondité est proche de celui du département, c'est le jeune âge des mères qui attire l'attention des professionnels. La part des mères de moins de 25 ans est de 30,9% contre 14,7% sur le département. L'éducation à la sexualité et la contraception ainsi qu'un accompagnement à la parentalité sont des pistes de travail demandées.

- Le Bien vieillir et La dépendance des personnes âgées : près de 4,4% de la population dépassent les 80 ans (3,6% sur le Val d'Oise). La perte d'autonomie, l'isolement et le maintien à domicile de ces personnes sont des thématiques prioritaires.

Les freins identifiés pour l'accès aux soins

De nombreux acteurs mais également des usagers rencontrés lors du diagnostic ont souligné les difficultés d'accès aux soins dépendant essentiellement de facteurs géographiques, financiers et socio-culturels.

- Une méconnaissance du secteur de la santé freinant l'accès aux droits : un besoin important d'orientation et d'accompagnement dans les démarches administratives été soulignée.

La complexité du système et des difficultés de compréhension empêchent ou freinent l'ayant-droit dans ses démarches d'accès aux droits et donc aux soins.

Il est important de souligner que la précarité sociale et économique reconnue d'une partie de la population ne se répercute pas sur le nombre d'aides sociales. Les données de la CPAM révèlent que les demandes d'aides à la solidarité telles que la CMUC ou l'ACS sont moins élevées (5,0%) que sur le département (8,3%). Cet élément démontre clairement que l'accès aux droits est un facteur sur lequel il sera nécessaire de travailler pour que les ayant-droits puissent bénéficier de la totalité de leurs droits sociaux.

- Une accessibilité géographique difficile : une partie de la population n'est pas véhiculée. Le coût des trajets en transport collectif ainsi que la durée du trajet et la faible fréquence constituent également des freins pour accéder aux soins notamment sur l'hôpital de Pontoise.
- Le manque d'informations et de connaissances sur la préservation du capital santé : un besoin d'éducation pour la santé concernant tous les publics et sur de nombreuses thématiques a été mentionné tant par les professionnels que les usagers : alimentation, sommeil, sécurité routière, dépistage, vaccinations, contraception, addictions....

L'offre de soins présente sur le territoire**➤ L'offre sanitaire :**

- | | | |
|---------------------------|-----------------------|----------------------------|
| - 2 pharmacies | - 6 kinésithérapeutes | - 2 pédicures podologues |
| - 2 opticiens | - 1 ergothérapeute | - 1 cardiologue |
| - 8 médecins généralistes | - 1 dermatologue | - 1 gynécologue |
| - 11 infirmiers | - 2 sophrologues | - 1 laboratoire d'analyses |
| - 3 ostéopathes | - 2 dentistes | médicales |
| - 1 naturopathe | - 3 psychologues | |
| - 1 diététicienne | - 3 sages-femmes | |

Le volet ambulatoire du Schéma Régional d'Organisation des soins (SROS) n'identifie pas le territoire comme zone déficitaire. A première vue, la densité médicale semble répondre aux besoins de la population. Toutefois, dans la réalité, il convient de pondérer les chiffres. Il est important de préciser que les libéraux implantés sur la commune (notamment les infirmières et les médecins généralistes) répondent dans la réalité aux besoins de la population du bassin de vie qui est estimé à plus de 15 000 habitants. D'autre part, la moitié des généralistes partira à la retraite au cours des 10 prochaines années. Actuellement, les médecins généralistes ne prennent plus de nouveaux patients.

- La commune recense deux cabinets : la maison de santé pluri-professionnelles des Cordeliers et un groupe médical pluriprofessionnel afin de mutualiser des outils et des charges.
- L'hôpital de Magny-en-Vexin est rattaché depuis 2011 au groupement hospitalier intercommunal de Vexin (GHIV) qui regroupe les sites d'Aincourt, de Marines et de Magny.

L'hôpital de Magny accueille les urgences, la médecine, et des consultations spécialisées en externe et une maison d'accueil spécialisée pour les patients VIH.

➤ L'offre médico-sociale :

La commune compte un Centre Médico Psycho Pédagogique (CMPP) et une Maison d'accueil spécialisée qui offre un hébergement aux adultes dépendants.

Il est important de souligner l'insuffisance de l'offre en matière de santé mentale et d'accompagnement des enfants (délais d'attente trop longs et fréquence des rendez-vous de suivi insuffisante).

Pour les conduites addictives, des consultations en externe sont organisées par le GHIV ; une antenne de l'association DUNE s'est implantée dans les locaux de l'hôpital (ouverte aux adultes et aux adolescents).

Pour la périnatalité, une antenne de la PMI est présente sur la commune mais reste mal identifiée par les professionnels et les parents.

Pour les personnes âgées, le GHIV gère un EPHAD de 118 lits, un Service de soins infirmiers à domicile et un accueil de jour thérapeutique.

Le CCAS de la ville gère également un foyer résidence pour personnes âgées autonomes de 46 places.

➤ Les actions de prévention

La CPAM souligne la bonne participation de la population aux actions de prévention menées sur la commune.

Le pourcentage d'adhésion au médecin traitant est de 92,2% en 2018 contre 86,4% pour le Val d'Oise, le taux de participation au programme MT dents et le taux de vaccination contre la grippe sont au-dessus des taux départementaux et nationaux. Néanmoins, des efforts sont à faire pour atteindre les objectifs départementaux concernant le taux de bénéficiaires d'une mammographie au cours des 24 derniers mois et les taux de vaccination ROR et contre le papillomavirus.

A noter que la commune recense peu d'acteurs spécialisés en prévention. Un manque en matière d'accueil et d'écoute pour les adolescents a été souvent mentionné par les professionnels de santé et de l'éducation qui soulignent d'autant plus la fragilité du tissu familial et les carences éducatives.

Les axes structurants du contrat local de santé

Pour répondre aux principes politiques partagés, cités ci-dessous, tout en étant en adéquation avec la réalité du territoire et les éléments du diagnostic santé mené lors du CLS1, le contrat local de santé a ciblé trois axes stratégiques :

AXE 1 : Allier les politiques sanitaires et sociales pour améliorer l'accès aux droits et favoriser l'accès aux soins

Objectifs généraux :

- Rendre l'information accessible pour que les usagers puissent bénéficier des droits et des services en matière de santé.

- Améliorer la connaissance de la population sur l'offre existante et l'orientation dans leur parcours.
- Faciliter les démarches d'accès aux droits et renforcer la couverture sociale des publics les plus défavorisés.
- Renforcer la place et le rôle des institutions sanitaires et sociales sur la commune.

AXE 2 : Favoriser l'éducation pour la santé

Objectifs généraux :

- Favoriser le « bien vieillir » en informant et sensibilisant les seniors aux conditions et hygiène de vie pour préserver leur santé physique et mentale.
- Sensibiliser les enfants, les adolescents et les adultes pour les responsabiliser face à la préservation de leur capital santé et en favorisant une prise de conscience de comportements à risques.
- Prévenir en informant et éduquant les habitants sur les risques et dangers de la vie.
- Créer une dynamique partenariale entre acteurs de la prévention.

AXE 3 : Accompagner les patients dans leur parcours de soins

Objectifs généraux :

- Favoriser les dépistages des pathologies identifiées comme prioritaires.
- Permettre aux patients de mieux comprendre et vivre avec leur pathologie.
- Sensibiliser les habitants à l'impact de la santé environnementale.
- Améliorer l'accompagnement des personnes en situation de handicap et leur aidant.
- Soutenir les actions autour de la parentalité et de la santé mère-enfant.

Plusieurs objectifs sont inhérents à ces trois axes :

- ✓ La mise en relation et la coordination des partenaires qu'ils soient institutionnels, associatifs ou libéraux. Une méconnaissance des missions de chacun et un manque de concertation sont des pistes de travail prioritaires.
- ✓ Une communication spécifique à destination des professionnels et des habitants pour véritablement identifier et promouvoir les actions de la politique santé.
- ✓ La consultation et la concertation des habitants pour s'assurer de leur participation et leur mobilisation aux actions.
- ✓ L'accroissement des connaissances et compétences des habitants dès leur plus jeune âge concernant leur capital santé pour les rendre davantage autonomes et responsables.
- ✓ Une actualisation régulière des données sanitaires, économiques, sociales et démographiques afin de rester au plus près de la réalité du territoire et des besoins de la population.
- ✓ Travailler en transversalité de façon à conserver une vision holistique de la promotion de la santé.

Le pilotage et l'association des partenaires

- Un comité de pilotage :

Il est composé :

- ✓ du Préfet ou de son (sa) représentant(e) ;
- ✓ du Délégué territorial 95 de l'ARS ou de son (sa) représentant(e) ;
- ✓ du Maire de Magny-en-Vexin ou de son (sa) représentant(e) ;
- ✓ de la Présidente du Conseil départemental ou de son (sa) représentant(e) ;
- ✓ de la Directrice de la Caisse Primaire d' Assurance Maladie du Val d'Oise.

Ce comité de pilotage, animé par le coordinateur du CLS, assure la gouvernance du projet et constitue l'instance de validation des orientations et des objectifs du CLS. Il a également une légitimité à se réunir pour accompagner la commune dans ses phases d'évaluation et de refonte du CLS.

- Des comités techniques sont constitués à partir des axes stratégiques, des objectifs et des actions retenus dans le CLS.

Ils sont composés :

- ✓ du référent référent(e) CLS de L'ARS 95 ;
- ✓ de responsables de la commune en charge des activités visées dans les actions ;
- ✓ des partenaires et/ou acteurs impliqués dans les actions de terrain ;
- ✓ du coordinateur du CLS.

Ils ont pour mission de suivre la mise en œuvre des actions, le respect des engagements des partenaires, le respect des calendriers prévisionnels et d'évaluer les résultats des actions au travers d'indicateurs arrêtés dans les fiches actions.

Le coordinateur du CLS est rémunéré par la ville avec la participation de l'Agence Régionale de Santé. A ce titre, il anime le pilotage global pour le compte de l'ensemble des signataires, et rend compte de ce pilotage à chacun, ou à chacune des personnes désignées par les signataires pour suivre le Contrat.

Les modalités de suivi et d'évaluation

La démarche d'évaluation portera sur la stratégie globale du CLS, sur les actions et leurs effets. Les signataires s'appuieront sur le référentiel d'évaluation des CLS produit par l'ARS Ile de France.

PARTIE 2 : LES FICHES ACTION

Axes stratégiques :

Allier le sanitaire et le social pour garantir un accès aux droits et aux soins

Santé et l'éducation pour la santé

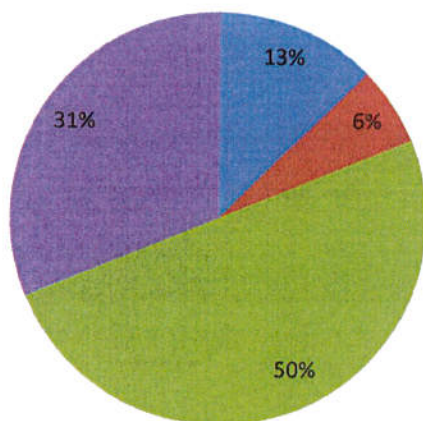
Accompagner les patients dans leur parcours de soins

Nombre d'actions programmées :

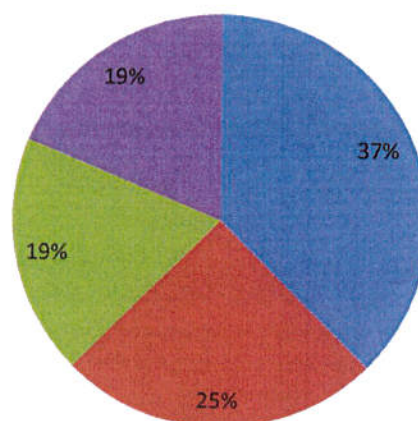
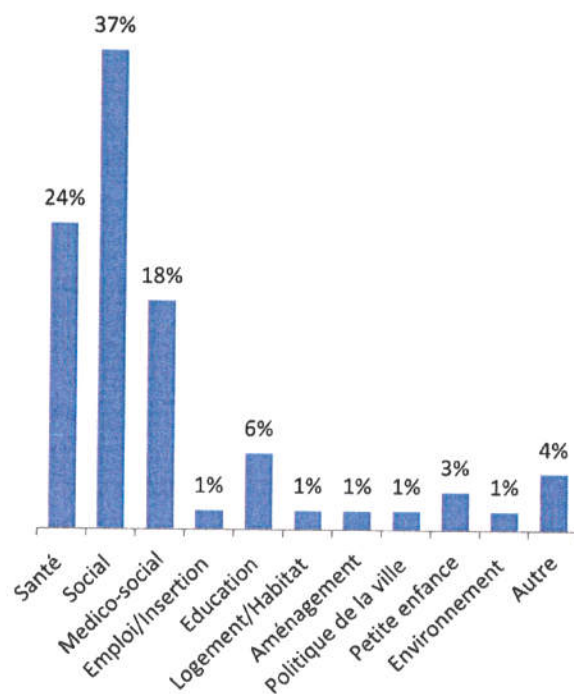
16

DETERMINANTS INTERMEDIAIRES VISEES

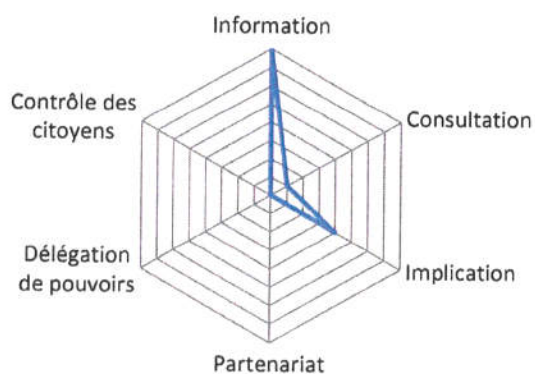
- Circonstances matérielles
- Facteurs psychosociaux et environnement social
- Facteurs comportementaux (style de vie)
- Système de santé

**THEMATIQUES PRINCIPALES**

- Accès aux droits
- Développement des compétences psychosociales
- Activité physique
- Cancer

**PARTENAIRES IMPLIQUES****PARTICIPATION DES HABITANTS**

0 actions ont une dimension participative
Type de participation :



FICHE ACTION 1		cls magny en vexin			
Axe Stratégique	Allier le sanitaire et le social pour garantir un accès aux droits et aux soins				
Intitulé de l'action	Centre d'information et de documentation				
Porteur de l'action	Espace Marianne	Début	janv-18	Fin	déc-22
JUSTIFICATION					
L'isolement géographique, la méconnaissance de l'offre et des services existants et la précarité d'une partie de la population mettent en difficulté les usagers dans l'accessibilité à l'information aux services et aux droits.					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					Oui
DESCRIPTION					
Obj stratégique	rendre l'information accessible pour que les usagers puissent bénéficier des droits et des services				
Obj opérationnel 1	mettre à disposition de la documentation actualisée et spécialisée en fonction des besoins				
Obj opérationnel 2	installer une borne numérique pour lutter contre la fracture numérique				
Au sein du hall du centre social Espace Marianne, différents présentoirs remplis de documentations permettent aux habitants d'accéder à des informations sociales et sanitaires.					
En fonction de leur âge, de leur pathologie ou mode de vie, les habitants accèdent ainsi à des informations spécifiques leur permettant une meilleure sensibilisation ou orientation dans leurs démarches. Ce pôle s'enrichit au fur et à mesure que le réseau de partenaires s'intensifie. Les partenaires institutionnels ou associations contribuent à l'alimentation de ce pôle ressources.					
Pour renforcer cette accessibilité, une borne numérique a été installée. L'agent d'accueil est présent pour si besoin apporter une aide technique. Cet accès à internet facilite les démarches administratives (site Ameli, prise de rdv médicaux) et permet aux usagers d'accéder ainsi à leurs droits sociaux.					
Des ateliers ou réunions d'information auprès des usagers pourront être mis en place pour aider.					
Public cible	Habitants de l'adolescent au senior/public précaire				
Lieu de l'action	Espace Marianne- centre social	Territoire :	Tout le territoire du CLS		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Oui
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE					
Déterminant visé	Système de santé				
Thème 1	Accès aux droits	Si autre :			
Thème 2	Accès aux soins	Si autre :			
Thème 3		Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?		4.4		1.3	
Faciliter l'accès à une information en santé de qualité grâce au numérique					
Optimiser les parcours grâce aux services et outils numériques					
Articulation avec d'autres plans locaux					
PARTENAIRES ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Santé	inpes, codess et autres organismes de prévention	Oui	Oui		
Social	services sociaux départementaux (SSD)	Oui	Oui		
Medico-social	toutes institutions ou associations	Oui	Oui		
Petite enfance	Protection Maternelle Infantile (pmi)	Oui	Oui		
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					
Si oui, précisez :		Quel degré ? Information			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateur processus	création de l'espace marianne				
Indicateur activité 1	le nombre d'usagers ayant fréquenté cet espace d'information et la borne				
Indicateur activité 2	le nombre de documentations distribuées				
Indicateur résultat 1					
Indicateur résultat 2					

FICHE ACTION 2		cls magny en vexin			
Axe Stratégique	Allier le sanitaire et le social pour garantir un accès aux droits et aux soins				
Intitulé de l'action	Création d'un annuaire médico social				
Porteur de l'action	Espace Marianne - service communication	Début	sept-18	Fin	déc-22
JUSTIFICATION					
La méconnaissance et le manque de visibilité sur l'environnement sanitaire et social pour une grande partie de la population.					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ? Oui					
DESCRIPTION					
Obj stratégique	Améliorer la connaissance de la population sur l'offre existante et l'orientation dans son parcours				
Obj opérationnel 1	Assurer une veille actualisée de la présence des praticiens et acteurs sanitaires et sociaux				
Obj opérationnel 2	Améliorer la visibilité et valoriser la présence des acteurs et établissements de santé				
- pour les habitants :					
Un annuaire recensant la totalité des professionnels de santé sur le territoire a été édité en fin 2018. Classés par spécialité, les usagers y retrouvent les noms, coordonnées, horaires de consultations.					
Pour développer les connaissances des habitants, une présentation des différents partenaires institutionnels ou associatifs oeuvrant dans le social, le sanitaire et le caritatif a été réalisée.					
Cet outil facilite ainsi les démarches de soins. Tous les numéros d'urgence et les numéros verts y sont répertoriés.					
- pour les professionnels de santé :					
Cet outil est un moyen de valoriser la présence ou l'installation des acteurs santé sur le territoire.					
Il accroît également l'identification mutuelle des acteurs et des compétences de chacun afin de permettre une meilleure orientation de leur patient.					
La pertinence et l'efficience de cet outil résident dans son actualisation régulière. Chaque année, un nouveau recensement et une nouvelle vérification des données sont réalisés. Ce document est édité en version papier et distribué à l'ensemble des foyers. Une version numérisée est également mise en ligne sur le site et les réseaux sociaux de la commune. La deuxième édition sera publiée et mise en ligne en décembre 2019.					
Public cible	Tous les habitants				
Lieu de l'action	Espace Marianne - service communication	Territoire :	Tout le territoire du CLS		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE					
Déterminant visé	Système de santé				
Thème 1	Accès aux droits	Si autre :			
Thème 2	Accès aux soins	Si autre :			
Thème 3		Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ? 1.3 1.4					
Optimiser les parcours grâce aux services et outils numériques					
Offrir des dispositifs d'appui aux parcours complexes					
Articulation avec d'autres plans locaux					
PARTENAIRES ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Santé	MSP, GIVH, professionnels en libéral, pharmacies.		Oui		
Social	Services sociaux, associations caritatives		Oui		
Petite enfance	pmi		Oui		
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					
Si oui, précisez :		Quel degré ? Information			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateur processus	réalisation du guide et délais de parution				
Indicateur activité 1	nombre d'annuaires distribués				
Indicateur activité 2	nombre de réactualisation				
Indicateur résultat 1					
Indicateur résultat 2					

FICHE ACTION 3		cls magny en vexin			
Axe Stratégique	Allier le sanitaire et le social pour garantir un accès aux droits et aux soins				
Intitulé de l'action	Mise en place d'une mutuelle communale				
Porteur de l'action	Espace Marianne	Début	avr-20	Fin	déc-21
JUSTIFICATION					
Précarité économique d'une part de la population ainsi que des difficultés de compréhension et d'orientation dans le système des droits. Le coût financier des soins est un frein dans le parcours santé des patients					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ? Non					
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ? Oui					
DESCRIPTION					
Obj stratégique	renforcer la couverture sociale des publics les plus défavorisés				
Obj opérationnel 1	aider les usagers à se prémunir d'une mutuelle répondant à leurs besoins				
Obj opérationnel 2	collaborer avec les partenaires sociaux pour une meilleure identification des publics fragiles				
<ul style="list-style-type: none"> - identifier les difficultés d'accès aux soins et des besoins de la population - mobiliser les partenaires sociaux pour identifier les personnes en rupture de droits et qui ne rentrent pas dans les dispositions de la Complémentaire Santé Solidaire - rechercher et choisir un organisme mutualiste après une étude de marché et une négociation des tarifs et des contrats - coordonner et faciliter le rapprochement entre les usagers visés et l'organisme mutualiste. 					
Un point de vigilance sera apporté au "reste à charge" le plus bas pour les adhérents ainsi que l'offre de services d'actions sanitaires et sociales que proposera l'organisme.					
Une consultation et un échange d'expérience avec des communes ayant souscrit une mutuelle communale seront réalisés en amont du projet pour s'assurer de la pertinence et de l'efficacité du projet.					
Public cible	Tous les habitants ne bénéficiant pas de la Complémentaire Santé Solidaire				
Lieu de l'action	Espace Marianne	Territoire :	Tout le territoire du CLS		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Non
TPOLOGIE ET THEMATIQUE					
Déterminant visé	Circonstances matérielles				
Thème 1	Accès aux droits	Si autre :			
Thème 2	Accès aux soins	Si autre :			
Thème 3		Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?					1.2
Intégrer le repérage précoce dans des parcours de santé individualisés					
Articulation avec d'autres plans locaux					
PARTENAIRES ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Social	CCAS	Oui	Oui	Oui	Oui
Social	SSD	Oui			
Medico-social	CRAMIF	Oui			
Social	CPAM	Oui			
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					
Si oui, précisez :		Quel degré ? Consultation			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateur processus	contractualisation avec un organisme, négociation de tarifs avantageux				
Indicateur activité 1	Nombre de réunions de travail et d'information				
Indicateur activité 2					
Indicateur résultat 1	Nombre de contrats souscrits				
Indicateur résultat 2					

FICHE ACTION 4		cls magny en vexin			
Axe Stratégique	Allier le sanitaire et le social pour garantir un accès aux droits et aux soins				
Intitulé de l'action	Instauration d'une convention entre la commune et la CPAM				
Porteur de l'action	Espace marianne - CCAS	Début	nov-19	Fin	déc-21
JUSTIFICATION					
L'augmentation du nombre de personnes en rupture de droits sociaux et aux situations de renoncement de soins pour des raisons financières, la CPAM et le CCAS ont conventionné afin de garantir la continuité des soins.					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					Oui
DESCRIPTION					
Obj stratégique	fluidifier et faciliter les démarches d'accès aux droits pour un meilleur accès aux soins				
Obj opérationnel 1	faciliter et accélérer les procédures d'obtention de la la Complémentaire Santé Solidaire				
Obj opérationnel 2	création d'une dynamique partenariale entre la commune et la CPAM				
Dans un souci commun de lutter contre les exclusions, de garantir les droits à l'assurance maladie et l'accès aux soins des populations fragiles, la convention vise à établir une relation privilégiée entre les partenaires au bénéfice des personnes reçues par le Centre Communal d'Action Sociale La CPAM s'engage à :					
<ul style="list-style-type: none"> - assurer l'information et la formation continue des travailleurs sociaux et du personnel du CCAS ; - optimiser la gestion des dossiers et demandes adressés par le CCAS. 					
Le CCAS s'engage à :					
<ul style="list-style-type: none"> - alerter la CPAM des situations de rupture de droits détectées ou situation de renoncement aux soins - assurer un accompagnement des publics dans leurs démarches relatives à l'assurance maladie (la Complémentaire Santé Solidaire) - assurer l'établissement des dossiers et leur transmission à la CPAM dans le respect des dispositions prévues par la réglementation (complétude et délais). 					
Public cible	Personnes en rupture de droits sans couverture/public précaire en renoncement aux soins				
Lieu de l'action	CCAS	Territoire :	Tout le territoire du CLS		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Non
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE					
Déterminant visé	Système de santé				
Thème 1	Accès aux droits		Si autre :		
Thème 2			Si autre :		
Thème 3			Si autre :		
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?					1.2
Intégrer le repérage précoce dans des parcours de santé individualisés					
Articulation avec d'autres plans locaux					
PARTENAIRES ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Social	CPAM		Oui	Oui	Oui
Social	SSD	Oui			
Social	CAF	Oui			
Social	CRAMIF	Oui			
Social	Associations caritatives et humanitaires	Oui			
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					
Si oui, précisez :		Quel degré ? Information			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateur processus	signature de la convention, mise en place de la formation				
Indicateur activité 1	le volume des dossiers de Complémentaire Santé Solidaire				
Indicateur activité 2					
Indicateur résultat 1	nombre de personnes percevant la Complémentaire Santé Solidaire				
Indicateur résultat 2	le délai de traitement des dossiers				

FICHE ACTION 5		cls magny en vexin			
Axe Stratégique	Allier le sanitaire et le social pour garantir un accès aux droits et aux soins				
Intitulé de l'action	Mise en place d'actions et permanences des partenaires sociaux sur le territoire				
Porteur de l'action	Espace Marianne - CCAS	Début	juin-18	Fin	déc-22
JUSTIFICATION					
L'éloignement et les difficultés de transports sont des facteurs qui peuvent rendre difficile l'accès et les contacts avec les institutions sanitaires et sociales					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ? Oui					
DESCRIPTION					
Obj stratégique	Renforcer la place et rôle des institutions sanitaires et sociales sur la commune				
Obj opérationnel 1	Mise en place de permanences institutionnelles				
Obj opérationnel 2	Mise en place d'actions collectives d'information hors les murs des institutions				
La création d'un centre social sur la commune a permis aux institutions d'avoir un point d'ancrage sur le territoire. Il a été jugé pertinent de mettre à disposition des locaux afin de permettre aux différents institutions d'organiser des permanences sur le territoire.					
Le SAMSAH, la CRAMIF, la MDPH, des organismes de médiation sociale, la mission locale ont ainsi la possibilité de recevoir, en rendez-vous individuel, leurs usagers directement au centre.					
En plus de ces temps d'accueil individuel, des actions collectives sont également organisées. La CPAM, la CRAMIF, la CAF, la MSA ou la CNAV peuvent organiser des réunions d'information thématiques auprès de leurs affiliés. Par exemple : présentation du site AMELI et du "compte assuré" par la CPAM au travers de la mise en place d'ateliers numériques, l'arrêt de travail par les travailleurs sociaux de la CRAMIF....					
Que ce soit par une approche individuelle ou collective, les partenaires sociaux s'implantent davantage sur cette zone rurale en développant " le hors les murs " ce qui facilite amplement l'accessibilité à l'information pour les usagers et leurs démarches administratives dans leur parcours de soins.					
Public cible	Tous publics				
Lieu de l'action	Espace marianne	Territoire :	Tout le territoire du CLS		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					
TYPLOGIE ET THEMATIQUE					
Déterminant visé	Système de santé				
Thème 1	Accès aux droits	Si autre :			
Thème 2	Dispositif de coordination	Si autre :			
Thème 3		Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ? 1.1					
Faire émerger et soutenir des territoires d'action à l'initiative des acteurs					
Articulation avec d'autres plans locaux					
PARTENAIRES ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Social	CAF, MSA, SSD, CPAM	Oui	Oui	Oui	
Emploi/Insertion	Mission locale, pôle emploi, mission insertion, CIJ	Oui	Oui	Oui	
Santé	PMI	Oui	Oui	Oui	
Santé	CRAMIF, CDD, MDPH	Oui	Oui	Oui	
Medico-social	SAMSAH				
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					
Si oui, précisez :		Quel degré ? Information			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateur processus	nombre de partenaires mobilisés				
Indicateur activité 1	nombre de rendez-vous usagers				
Indicateur activité 2	nombre de permanences et réunions				
Indicateur résultat 1					
Indicateur résultat 2					

FICHE ACTION 6		cls magny en vexin			
Axe Stratégique	Santé et l'éducation pour la santé				
Intitulé de l'action	Atelier du bien vieillir				
Porteur de l'action	Espace Marianne - ADMR	Début	janv-18	Fin	juin-20
JUSTIFICATION					
L'isolement des personnes âgées est l'un des premiers facteurs qui perturbe la santé mentale. Organiser des actions collectives pour les seniors est également un outil de prévention pour renforcer les compétences psychosociales.					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ? Oui					
DESCRIPTION					
Obj stratégique	Préserver le capital santé et stimuler l'autonomie des seniors				
Obj opérationnel 1	Informier et mobiliser les seniors aux conditions et d'hygiène de vie pour préserver leur santé				
Obj opérationnel 2	Préserver la santé mentale en luttant contre l'isolement en favorisant des liens sociaux				
Ateliers de l'ADMR : Présente depuis de longues années et bien implantée sur le territoire, l'association ADMR (Aide à domicile en milieu rural) soutenue par la conférence des financeurs, a souhaité développer des actions sur le thème du "Bien vieillir" en direction des seniors. Un partenariat s'est construit avec l'Espace Marianne afin de mettre en place différents ateliers hebdomadaires sur la thématique du bien-être et de la vitalité. Des intervenants extérieurs (diététique, sommeil, hypnose, socio esthéticienne, sophrologue, yoga, gym douce, rigologie...) accueillent un groupe de 10 à 20 personnes au cours d'un après-midi. Ces ateliers hebdomadaires se déroulent d'octobre à juin.					
Ateliers à la Résidence pour personnes âgées : (RPA) Des ateliers visant à stimuler et préserver l'autonomie des seniors seront organisés au sein même de la structure. Ces ateliers qui favorisent les rencontres et la création de liens sociaux entre les seniors améliorent non seulement leur forme physique mais également leur santé mentale en les sortant de leur solitude et de leur isolement.					
Signature de la Charte du bien vieillir entre le CODERPA et la commune afin d'intégrer le réseau de coordination pour le bien vieillir et la lutte contre la perte de l'autonomie.					
Public cible	Adultes de plus de 60 ans				
Lieu de l'action	Espace Marianne et RPA	Territoire :	Tout le territoire du CLS		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE					
Déterminant visé	Facteurs comportementaux (style de vie)				
Thème 1	Développement des compétences psychosociales	Si autre : lutte contre l'isolement			
Thème 2	Santé et autonomie des personnes âgées	Si autre : santé mentale			
Thème 3	Activité physique	Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ? 4.1					
Développer le pouvoir d'agir des usagers à titre individuel et collectif					
Articulation avec d'autres plans locaux					
PARTENAIRES ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Social	ADMR	Oui	Oui	Oui	Oui
Medico-social	Résidence pour personnes âgées	Oui	Oui	Oui	
Social	Conseil départemental - coderpa		Oui	Oui	Oui
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					
Si oui, précisez :		Quel degré ?			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateur processus	convention de partenariat entre l'ADMR et la commune				
Indicateur activité 1	nombre de participants				
Indicateur activité 2	nombre d'ateliers				
Indicateur résultat 1					
Indicateur résultat 2	ressenti et satisfaction des participants				

FICHE ACTION 7		cls magny en vexin			
Axe Stratégique	Santé et l'éducation pour la santé				
Intitulé de l'action	"atouts santé jeunes"				
Porteur de l'action	Espace Marianne -mutualité sociale agricole	Début	mars-19	Fin	oct-20
JUSTIFICATION					
Des problématiques "adolescence" ont été identifiées lors du diagnostics santé. L'Espace Marianne qui accueille les jeunes durant les vacances scolaires peut mettre en œuvre des outils afin de les toucher et de les sensibiliser.					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					Oui
DESCRIPTION					
Obj stratégique	Préservation du capital santé des adolescents				
Obj opérationnel 1	Amener les jeunes à réfléchir sur leur mode et habitudes de vie				
Obj opérationnel 2	Favoriser une prise de conscience sur les comportements à risques				
Dans le cadre de ses missions, le centre social a développé un volet jeunesse par le biais de la création en 2018 d'un centre de loisirs sans hébergement accueillant les jeunes de 11 à 17 ans.					
Ce point d'accueil qui reçoit notamment au cours de l'été entre 50 et 70 adolescents est donc une opportunité pour réaliser des actions de prévention. En partenariat avec la MSAIF, le projet "atouts santé Jeunes" a vu le jour.					
Cette action de prévention est de sensibiliser les jeunes sur leur santé par le biais de conférences, débats, ateliers sur des thématiques définies : les réseaux sociaux, l'hygiène et les addictions.					
Cette action se décompose en plusieurs ateliers :					
- réseau et internet avril 2019 : Un repas « connecté » a été proposé pour aborder sous forme de débat échanges des « risques des nouvelles technologies et réseaux sociaux ».					
-Addiction: juillet 2019 :intitulé " faire la fête sans perdre la tête", la projection d'un film -débat « témoignage sur les conséquences des addictions » et échanges avec les jeunes au travers une web radio					
- Bien-être : "Etre bien dans sa tête bien dans son corps" : stage bien-être, beauté et soins de soi (ateliers de fabrication de produits et séance de relooking) animée par les animateurs et une consultante en image personnelle et professionnelle.					
trois nouvelles thématiques seront abordées en 2020 : contraception et sexualité, vue et audition et alimentation					
Public cible	Jeunes de 11 à 17 ans				
Lieu de l'action	Espace Marianne et centre de loisirs ados	Territoire :	Tout le territoire du CLS		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Non
TYPLOGIE ET THEMATIQUE					
Déterminant visé	Facteurs comportementaux (style de vie)				
Thème 1	Prévention des addictions	Si autre : Sexualité et contraception			
Thème 2	Santé des adolescents et jeunes adultes	Si autre : santé mentale			
Thème 3	Développement des compétences psychosociales	Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?					4.1
Développer le pouvoir d'agir des usagers à titre individuel et collectif					
Articulation avec d'autres plans locaux					
PARTENAIRES ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Social	Mutualité sociale Agricole		Oui	Oui	Oui
Education	collège	Oui			
Education	association FCPE	Oui			
Medico-social	centre de soins et de prévention en addictologie	Oui	Oui	Oui	
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					
Si oui, précisez :		Quel degré ? Implication			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateur processus	nombre de réunions de préparation				
Indicateur activité 1	Nombre d'adolescents présents				
Indicateur activité 2					
Indicateur résultat 1	évolution des connaissances et adoption de nouveaux comportements				
Indicateur résultat 2	ressenti et satisfaction des participants				

FICHE ACTION 8		cls magny en vexin			
Axe Stratégique	Allier le sanitaire et le social pour garantir un accès aux droits et aux soins				
Intitulé de l'action	Programme "Manger Bouger Relaxer"				
Porteur de l'action	Espace Marianne et la Mutualité Française	Début	mai-18	Fin	janv-20
JUSTIFICATION					
Une alimentation appropriée et le maintien d'une activité physique jouent un rôle central dans la prévention du vieillissement pathologique et la préservation d'une qualité de vie optimale.					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					Oui
DESCRIPTION					
Obj stratégique	Sensibiliser les seniors aux bienfaits d'une alimentation simple et saine et d'une activité physique				
Obj opérationnel 1	Favoriser une réflexion sur les habitudes de vie et les bonnes attitudes à adopter				
Obj opérationnel 2	Développer et entretenir le lien social pour la santé mentale des seniors				
Le programme se décline en 6 ateliers interactifs de 10 à 15 personnes : 3 séances alimentation 2 activités physiques et une séance de sophrologie sur le sommeil.					
L'approche pédagogique vise à :					
<ul style="list-style-type: none"> - favoriser une démarche participative et positive, en utilisant des méthodes actives d'animation, permettant une réflexion et l'expression des participants et en tenant compte des capacités individuelles des participants - encourager le groupe à adopter des comportements nutritionnels favorables à la santé - valoriser les savoirs-faire pour renforcer la capacité de prendre en charge sa santé 					
Une première session a réuni 13 participants de mai à juin 2018 qui ont été très satisfaits du programme. Un deuxième programme débutera au cours du dernier trimestre 2019 avec l'inscription de 15 seniors					
Ce programme crée une dynamique de groupe et favorise la création de liens sociaux. Cette action collective et l'ambiance conviviale à indéniablement des incidences positives également sur la santé mentale des seniors qui souffrent de solitude et d'isolement.					
Public cible	Seniors autonomes à partir de 60 ans				
Lieu de l'action	Espace Marianne	Territoire :	Tout le territoire du CLS		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					
TPOLOGIE ET THEMATIQUE					
Déterminant visé	Facteurs psychosociaux et environnement social				
Thème 1	Développement des compétences psychosociales		Si autre : alimentation		
Thème 2	Activité physique		Si autre : santé mentale		
Thème 3	Santé et autonomie des personnes âgées		Si autre :		
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?			5.5	4.1	
Créer les conditions favorables à la pratique d'activité physique et faciliter l'accès à une alimentation saine et suffisante					
Développer le pouvoir d'agir des usagers à titre individuel et collectif					
Articulation avec d'autres plans locaux					
PARTENAIRES ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Santé	Mutualité française	Oui	Oui	Oui	Oui
Social	association sportive " yoga en Vexin"		Oui	Oui	
Social	association de randonnées " les sentiers du Vexin"		Oui	Oui	
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					
Si oui, précisez :		Quel degré ?			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateur processus	régularité des participants, satisfaction des participants evolution des connaissances				
Indicateur activité 1	nombre des réunions préparatoires				
Indicateur activité 2	nombre de participants				
Indicateur résultat 1	évolution des connaissances et modification de leurs comportements				
Indicateur résultat 2	ressenti et satisfaction des participants				

FICHE ACTION 9		cls magny en vexin			
Axe Stratégique	Santé et l'éducation pour la santé				
Intitulé de l'action	Prévention routière à tout âge				
Porteur de l'action	Espace Marianne- Police municipale	Début	janv-19	Fin	déc-20
JUSTIFICATION					
La voie publique est le lieu où l'on recense le plus d'accidents, à pied ou en étant véhiculé notamment chez les enfants et les seniors. Un apprentissage ou un rappel des consignes de sécurité a été jugé nécessaire.					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					Oui
DESCRIPTION					
Obj stratégique	Prévenir des risques et danger de la vie				
Obj opérationnel 1	Favoriser l'adoption des bons comportements face aux dangers sur la route				
Obj opérationnel 2	Favoriser la rencontre et les échanges entre les habitants et les acteurs de prévention				
- à destination des enfants de 6-11 ans par la police municipale :					
Projets en trois étapes :					
mai 2019 : matinée de sensibilisation pour les enfants et les parents : code de la route et circulation des piétons					
avril 2020 : matinée spectacle pour les enfants de toutes les écoles primaires sur la sécurité des piétons					
mai-juin 2020 : intervention de la police municipale dans toutes les classes pour un rappel des consignes de sécurité "piétons et vélos"					
- à destination des personnes âgées, animés par l' association AGIR :					
le code de la route sous forme d'ateliers ludiques : 25 seniors ont pu réviser le code de la route (leurs connaissances et les règles de conduite) à l'aide d'un jeu de l'oie interactif et d'un quizz par équipe.					
les chutes et accidents sur la voie publique : réunion d'information pour 15 seniors pour les sensibiliser aux dangers et points de vigilance pour les piétons.					
à destination des adolescents et des jeunes conducteurs : des actions de sensibilisation auront lieu sur les risques liés aux drogues et l'alcool au volant.					
Public cible	Les enfants de 6 à 12 ans, les jeunes conducteurs ainsi que les seniors				
Lieu de l'action	Commune	Territoire :	Tout le territoire du CLS		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					
TYPLOGIE ET THEMATIQUE					
Déterminant visé	Facteurs comportementaux (style de vie)				
Thème 1	Réduction des risques et dommages	Si autre :			
Thème 2	Développement des compétences psychosociales	Si autre :			
Thème 3		Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?					4.3
Développer le pouvoir d'agir des habitants par l'information de proximité					
Articulation avec d'autres plans locaux					
PARTENAIRES ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Social	police municipale	Oui	Oui	Oui	Oui
Education	écoles primaires	Oui	Oui		
Social	association AGIR		Oui	Oui	
Autre	sécurité routière	Oui	Oui	Oui	
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					
Si oui, précisez :		Quel degré ? Information			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateur processus	nombre de réunions préparatoires				
Indicateur activité 1	nombre de familles et d'enfants présents lors des ateliers				
Indicateur activité 2	nombre de classes visitées par la police				
Indicateur résultat 1	nombre d'élèves présents au spectacle				
Indicateur résultat 2	Réduction du nombre d'accidents				

FICHE ACTION 10		cls magny en vexin			
Axe Stratégique	Accompagner les patients dans leur parcours de soins				
Intitulé de l'action	Forum santé " sauver une vie sauver sa vie"				
Porteur de l'action	Espace Marianne	Début	juil-19	Fin	févr-20
JUSTIFICATION					
Le diagnostic santé a révélé l'insuffisance des dépistages et de la détection des pathologies trop tardives. Les conduites à risques et les addictions sont également des facteurs aggravants identifiés.					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ? Oui					
DESCRIPTION					
Obj stratégique	Créer une dynamique partenariale entre acteurs de la prévention				
Obj opérationnel 1	Favoriser une réflexion sur les habitudes de vie et les bonnes attitudes à adopter				
Obj opérationnel 2	Favoriser la rencontre et la collaboration des acteurs de la santé autour d'un projet collectif				
Ce forum intitulé « Sauver sa vie, Sauver une vie » vise à réunir les acteurs santé œuvrant sur les axes prévention – éducation à la santé afin de : - Renforcer le rôle et la responsabilisation du patient dans la préservation de son capital santé. - Sensibiliser afin de doter les usagers des bons réflexes et attitudes face aux dangers de la vie. Qu'il soit institutionnel, associatif ou libéral, chaque professionnel pourra apporter ses connaissances pour enrichir les messages diffusés auprès des habitants lors de cette journée de sensibilisation. La thématique est large et permettra de toucher en un même lieu, différents publics, de la petite enfance aux seniors. Les usagers pourront, au travers des différents stands et ateliers, appréhender les notions de : • Dépistages (cancer, VIH, Hépatite, avc, diabète ...) • Vaccinations • Comportements à risques (addictions, risques routiers, IST) • Danger de la vie (accidents domestiques, gestes de premier secours ...) Plusieurs réunions (septembre et décembre 2019 ainsi qu'une réunion bilan en février 2020) de travail vont permettre de réunir sur le territoire l'ensemble des partenaires présents au forum. Ce forum visera également à initier les habitants à la formation aux gestes de premiers secours. Suite à ce forum, la commune en partenariat avec le SDIS et la croix rouge organisera des sessions de formations.(PSC1)					
Public cible	tous publics				
Lieu de l'action	salle des fêtes de la commune	Territoire :	Infra-communal		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Non
TYPLOGIE ET THEMATIQUE					
Déterminant visé	Facteurs comportementaux (style de vie)				
Thème 1	Cancer	Si autre :			
Thème 2	Vaccinations	Si autre :			
Thème 3	Prévention des addictions	Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?			1.1	4.1	
Faire émerger et soutenir des territoires d'action à l'initiative des acteurs					
Développer le pouvoir d'agir des usagers à titre individuel et collectif					
Articulation avec d'autres plans locaux					
PARTENAIRES ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Santé	ligue du cancer et CRCDC	Oui	Oui	Oui	Oui
Santé	CDDS et cellule d'éducation, PMI	Oui	Oui	Oui	Oui
Social	MSA, Malakoff Mederic		Oui	Oui	Oui
Medico-social	croix rouge, sécurité routière, IPAD		Oui	Oui	Oui
Medico-social	association DUNE et SCAPA	Oui	Oui	Oui	Oui
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					
Si oui, précisez :		Quel degré ? Information			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateur processus	nombre de réunions préparatoires entre acteurs, nombre de partenaires				
Indicateur activité 1	nombre de visiteurs				
Indicateur activité 2	nombre d'acteurs et professionnels santé mobilisés				
Indicateur résultat 1	meilleure connaissance mutuelle des acteurs				
Indicateur résultat 2	ressenti et satisfaction des usagers				

FICHE ACTION 11		cls magny en vexin			
Axe Stratégique	Accompagner les patients dans leur parcours de soins				
Intitulé de l'action	Ateliers d'éducation thérapeutique				
Porteur de l'action	Maison du diabète - Espace Marianne	Début	févr-18	Fin	mai-18
JUSTIFICATION					
Face à l'accroissement du nombre de personnes en ALD sur le territoire, il est nécessaire d'agir sur le préventif mais également sur l'éducation et l'information du patient concernant sa pathologie.					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ? Oui					
DESCRIPTION					
Obj stratégique	Favoriser le dépistage des personnes non diagnostiquées				
Obj opérationnel 1	Sensibiliser les comportements à adopter afin d'éviter l'apparition du diabète				
Obj opérationnel 2	Permettre aux patients de mieux comprendre leur pathologie				
En partenariat avec l'association "la maison du diabète", le diabéto-bus a pu s'installer sur la commune afin d'organiser une matinée de dépistage.					
Dans un second temps une conférence sur la prévention du diabète a été organisée afin de prévenir et informer des bons comportements et hygiène de vie à adopter pour lutter contre l'apparition du diabète.					
Des ateliers réservés aux patients atteints de cette pathologie ont été mis en place pour les accompagner dans la compréhension et la gestion au quotidien de leur diabète.					
D'autre part, en janvier 2020, un travail de collaboration va être enclenché avec les services de la CoordETP95, afin de développer l'éducation thérapeutique sur le territoire. (diabète, maladie respiratoires et VIH). Un travail de concertation avec le GHIV pourrait se mettre en place afin de favoriser la mise en place d'ateliers thérapeutiques.					
Public cible					
Lieu de l'action	Espace Marianne	Territoire :	Tout le territoire du CLS		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					
TYPLOGIE ET THEMATIQUE					
Déterminant visé	Facteurs comportementaux (style de vie)				
Thème 1	Education thérapeutique du patient		Si autre :		
Thème 2			Si autre :		
Thème 3			Si autre :		
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ? 1.2 4.1					
Intégrer le repérage précoce dans des parcours de santé individualisés					
Développer le pouvoir d'agir des usagers à titre individuel et collectif					
Articulation avec d'autres plans locaux					
PARTENAIRES ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Santé	l'association " la maison du diabète"	Oui	Oui	Oui	Oui
Social	Espace Marianne	Oui	Oui		Oui
Medico-social	CoordETP	Oui	Oui	Oui	
Santé	GHI-Vexin	Oui	Oui		
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					
Si oui, précisez :		Quel degré ? Implication			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateur processus					
Indicateur activité 1	nombre de personnes dépistées				
Indicateur activité 2	nombre de patients ayant suivi les ateliers thérapeutiques				
Indicateur résultat 1	évolution des connaissances des usagers				
Indicateur résultat 2	ressenti et satisfaction des usagers				

FICHE ACTION 12		cls magny en vexin			
Axe Stratégique	Accompagner les patients dans leur parcours de soins				
Intitulé de l'action	Les risques cardio vasculaires				
Porteur de l'action	Espace Marianne association Brain up	Début	mai-18	Fin	nov-20
JUSTIFICATION					
Les maladies cardio vasculaires font partie des problématiques identifiées. Un travail pour prévenir des facteurs risques et favoriser les facteurs protecteurs sera réalisé en s'appuyant sur les partenaires santé.					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ? Oui					
DESCRIPTION					
Obj stratégique	Informier et sensibiliser sur les risques cardio vasculaires				
Obj opérationnel 1	Favoriser l'adoption des comportements pour développer les facteurs de protection				
Obj opérationnel 2	Renforcer les connaissances du patient sur le fonctionnement du cœur et du système sanguin				
L'Espace Marianne en partenariat avec l'association Brain UP a décliné cette action en deux temps :					
Une conférence intitulée " prendre en main la santé de son coeur au quotidien" destinée à tout public adulte visant à informer et comprendre les facteurs risques (tabac, cholestérol, diabète, obésité, alcool, stress) et les facteurs protecteurs (alimentation et sport) ainsi que les principes du fonctionnement du coeur.					
Cette conférence sera suivie de 5 séances en ateliers pour les personnes qui souhaitent approfondir les points abordés lors de la conférence.					
Durant ces 5 séances (animées par une diététicienne ou un psychologue ou un neuropsychologue), les participants seront sensibilisés à l'importance de la démarche de prévention santé en assistant sur les facteurs protecteurs , la gestion des émotions, la prévention et dépistage de l'AVC.					
Après avoir été initié en 2018, le programme global (conférence + 5 ateliers) sera reconduit en 2020.					
L'AVC bus qui était passé en 2017 sur la commune, sera de nouveau sollicité afin d'organiser une journée de dépistage et de sensibilisation.					
Public cible	Public adulte				
Lieu de l'action	espace Marianne	Territoire :	Tout le territoire du CLS		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Non
TYPLOGIE ET THEMATIQUE					
Déterminant visé	Facteurs comportementaux (style de vie)				
Thème 1	Maladies chroniques cardiometaboliques	Si autre :			
Thème 2	Cancer	Si autre :			
Thème 3		Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?					1.2 4.1
Intégrer le repérage précoce dans des parcours de santé individualisés					
Développer le pouvoir d'agir des usagers à titre individuel et collectif					
Articulation avec d'autres plans locaux					
PARTENAIRES ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Santé	Association BRAIN UP		Oui	Oui	Oui
Social	Espace Marianne	Oui	Oui	Oui	Oui
Santé	AVC BUS - ARS		Oui	Oui	
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					
Si oui, précisez :		Quel degré ? Implication			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateur processus					
Indicateur activité 1	nombre de personnes présentes aux séances et ateliers				
Indicateur activité 2					
Indicateur résultat 1	évolution des connaissances des usagers				
Indicateur résultat 2	ressenti et satisfaction des usagers				

FICHE ACTION 13		cls magny en vexin			
Axe Stratégique	Accompagner les patients dans leur parcours de soins				
Intitulé de l'action	PRESCRI FORME				
Porteur de l'action	Espace Marianne- médecins- acteurs sportifs	Début	mars-20	Fin	déc-22
JUSTIFICATION					
La sédentarité augmente, l'activité physique est insuffisante pour plus de 75% des franciliens, or 40% déclarent souffrir d'une maladie chronique. Le sport adapté à la pathologie peut être prescrit par le médecin.					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					Oui
DESCRIPTION					
Obj stratégique	Accroître le recours aux activités sportives (APS) comme thérapie non médicamenteuse				
Obj opérationnel 1	Mobiliser et sensibiliser les professionnels de santé prescripteur				
Obj opérationnel 2	Organiser la formation des professionnels qui encadreront ces activités				
<p>Le dispositif "prescri'Forme" vise, à l'aide d'une prescription médicale et d'un carnet de suivi, à accompagner et soutenir les personnes souhaitant maintenir ou améliorer leur santé par une pratique sportive ou d'activité physique sécurisée et délivrée par des professionnels formés</p> <p>Etape 1 : mobiliser, sensibiliser et informer les médecins généralistes et hospitaliers ainsi que les associations sportives locales sur le dispositif</p> <p>Etape 2 : recenser et accompagner les professionnels (éducateur sportif, entraîneur) du sport et les dirigeants associatifs pour se former à la pratique du "sport adapté" afin de doter les structures d'accueil de la certification prescri'form délivrée par la DRJSCS</p> <p>Etape 3 : coordonner le lancement du dispositif en s'appuyant sur le centre de références ressources et coordonner la collaboration entre les médecins et les associations</p> <p>Cette action complètera les autres actions d'éducation à la santé (alimentation, sommeil)</p> <p>La proximité géographique et l'accessibilité financière de ces activités seront un point de vigilance pour permettre de toucher un public fragile.</p>					
Public cible	Les patients en ALD ainsi que pour des troubles d'obésité et d'hypertension artérielle				
Lieu de l'action	Dans les équipements sportifs	Territoire :	Tout le territoire du CLS		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Non
TYPLOGIE ET THEMATIQUE					
Déterminant visé	Facteurs comportementaux (style de vie)				
Thème 1	Activité physique	Si autre :			
Thème 2	Cancer	Si autre :			
Thème 3	Maladies chroniques cardiometaboliques	Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?					5.5
Créer les conditions favorables à la pratique d'activité physique et faciliter l'accès à une alimentation saine et suffisante					
Articulation avec d'autres plans locaux					
PARTENAIRES ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Politique de la ville	DRJSCS	Oui	Oui	Oui	Oui
Autre	CDOS	Oui	Oui	Oui	Oui
Santé	MEDECINS	Oui	Oui	Oui	Oui
Autre	associations sportives labellisées	Oui	Oui	Oui	
Social	Espace Marianne				
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					
Si oui, précisez :		Quel degré ? Information			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateur processus	nombre de réunions de préparation				
Indicateur activité 1	nombre de structures sportives labellisées				
Indicateur activité 2	nombre de médecins partenaires				
Indicateur résultat 1	nombre de prescriptions réalisées				
Indicateur résultat 2					

FICHE ACTION 14		cls magny en vexin			
Axe Stratégique	Accompagner les patients dans leur parcours de soins				
Intitulé de l'action	Santé mère enfant				
Porteur de l'action	Espace Marianne	Début	sept-19	Fin	déc-22
JUSTIFICATION					
La part des mères de moins de 25 ans est importante d'où les besoins d'accompagnement en matière de soutien à la parentalité et d'éducation à la sexualité et la contraception.					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					Oui
DESCRIPTION					
Obj stratégique	Renforcer la protection et l'accompagnement des jeunes parents				
Obj opérationnel 1	Sensibiliser les jeunes sur les comportements à risques et les moyens de contraception				
Obj opérationnel 2	Soutenir les familles dans leur rôle de parents				
Mise en place d'actions de prévention et d'éducation à la sexualité à destination des adolescents via le centre des ados et le collège					
Mise en place d'un groupe de travail réunissant (sage femme, échographiste, gynécologue, infirmière scolaire, pmi) afin d'identifier les difficultés des parents avant ou après la naissance.					
Mise en place de réunions d'information thématiques sur la santé du bébé menée par la PMI : séances d'information sur l'allaitement, le sommeil de l'enfant, la vaccination du jeune enfant. Sous forme de réunions collectives, l'infirmière puéricultrice interviendra auprès des jeunes parents.					
En partenariat avec la CPAM, des actions prévention sur l'hygiène bucco dentaire sur les différents lieux d'accueil du territoire : multi-accueil, alsh.					
Mise en place de café des parents, d'ateliers parents-enfants afin de renforcer la parentalité et le dialogue entre les familles et les professionnels de l'enfance. Au sein de l'Espace Marianne et/ou au sein des écoles, des actions seront co-construites par les acteurs locaux en lien avec la santé des jeunes enfants.					
Public cible	Jeunes parents				
Lieu de l'action	Espace Marianne	Territoire :	Tout le territoire du CLS		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Oui
TYPLOGIE ET THEMATIQUE					
Déterminant visé	Facteurs comportementaux (style de vie)				
Thème 1	Santé de la femme	Si autre :			
Thème 2	Santé de l'enfant	Si autre :			
Thème 3	Santé sexuelle et vie affective	Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?					1.2
Intégrer le repérage précoce dans des parcours de santé individualisés					
Articulation avec d'autres plans locaux					
PARTENAIRES ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Santé	PMI	Oui	Oui		
Santé	sage femme gynéco échographe	Oui	Oui	Oui	
Education	collège - FCPE	Oui	Oui	Oui	
Social	CAF REAAP	Oui	Oui	Oui	
Social	LAEP RAM PCPE MULTI ACCUEIL ALSH	Oui		Oui	
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					
Si oui, précisez :		Quel degré ? Information			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateur processus	nombre de partenaires mobilisés				
Indicateur activité 1	nombre d'ateliers parentalité				
Indicateur activité 2	nombre de parents et enfants touchés				
Indicateur résultat 1	évolution des comportements à risque				
Indicateur résultat 2					

FICHE ACTION 15		cls magny en vexin			
Axe Stratégique	Accompagner les patients dans leur parcours de soins				
Intitulé de l'action	La santé environnementale				
Porteur de l'action	Espace Marianne	Début	déc-18	Fin	déc-22
JUSTIFICATION					
Certaines pathologies sont en lien direct avec des déterminants environnementaux. Agir en mobilisant les partenaires pour les limiter tout en sensibilisant les habitants aux risques encourus.					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					Oui
DESCRIPTION					
Obj stratégique	Améliorer la santé environnementale				
Obj opérationnel 1	Améliorer la qualité de l'habitat				
Obj opérationnel 2	Repérer et sensibiliser les ménages en situation de précarité énergétique				
au niveau de l'habitat :					
L'accessibilité au logement et la qualité de celui-ci sont des facteurs déterminants de l'état de santé des personnes.					
Identification d'une personne référente sur ces sujets au sein de la mairie					
Mise en place d'un groupe de travail avec le service urbanisme, le ccas, les bailleurs sociaux, Soliha, l'ARS et les services sociaux pour lutter contre l'habitat indigne et la précarité énergétique					
Repérage des immeubles et logements potentiellement indignes / des ménages en situation de précarité énergétique					
Développement de la prévention par des actions d'informations et de sensibilisation notamment sur la qualité de l'air intérieur : aération et ventilations des logements, risque d'intoxication au monoxyde de carbone.					
Accompagnement des ménages dans leurs démarches sociales et Habitat					
au niveau des pollutions et risques environnementaux :					
Sensibilisation aux perturbateurs endocriniens : ateliers bio cosmétique et ateliers produits ménagers, additifs alimentaires, sensibilisation aux risques hygiéniques : conservation des aliments et entretien du réfrigérateur.					
Mise en place d'actions de sensibilisation aux éco gestes et gestion des déchets					
Mise en place d'un forum santé sur la prolifération de certains nuisibles (tique et maladie de Lyme, freulons asiatiques, chenilles...)					
Public cible	Tous publics				
Lieu de l'action	Espace Marianne	Territoire :	Tout le territoire du CLS		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					
TYPLOGIE ET THEMATIQUE					
Déterminant visé	Circonstances matérielles				
Thème 1	Habitat indigne	Si autre :			
Thème 2	Nuisances environnementales (sites pollués, air, bruit)	Si autre :			
Thème 3	Air intérieur	Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?					5.2 4.3
Créer les conditions d'habitat, de logement, et d'hébergement favorables à la santé des publics les plus fragiles					
Développer le pouvoir d'agir des habitants par l'information de proximité					
Articulation avec d'autres plans locaux					
PARTENAIRES ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Logement/Habitat	Soliha	Oui	Oui	Oui	
Aménagement	Bailleurs sociaux	Oui	Oui		
Social	Services sociaux	Oui	Oui		
Environnement	Parc naturel régional du Vexin	Oui	Oui		
Santé	ARS	Oui	Oui		
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					
Si oui, précisez :		Quel degré ? Implication			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateur processus	nombre de rencontres partenariales				
Indicateur activité 1	nombre d'habitants mobilisés				
Indicateur activité 2	nombre de thématiques abordés				
Indicateur résultat 1	mise en place de procédure logement				
Indicateur résultat 2	amélioration des lieux de vie				

FICHE ACTION 16		cls magny en vexin			
Axe Stratégique	Accompagner les patients dans leur parcours de soins				
Intitulé de l'action	Soutenir et accompagner les personnes en situation de handicap				
Porteur de l'action	Espace Marianne	Début	mars-19	Fin	déc-22
JUSTIFICATION					
Le handicap moteur ou mental est une thématique soulignée dans le diagnostic. Des efforts doivent être faits pour améliorer l'inclusion sociale et l'accompagnement des patients et de leur aidants					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ? Oui					
DESCRIPTION					
Obj stratégique	améliorer l'accompagnement des personnes en situation de handicap				
Obj opérationnel 1	favoriser la coordination des partenaires institutionnels et associatifs				
Obj opérationnel 2	favoriser l'inclusion sociale des patients et de leurs familles				
<p>Mise en place d'une groupe de travail regroupant différents partenaires : samsah, cmpp, travailleurs sociaux, ccas, mdph, caf, cramif, apf, association Haarp , association de la croix rouge afin d'améliorer la connaissance de chacun des partenaires et travailler davantage en réseau</p> <p>Soutenir et mettre en relation les associations d'aides aux aidants : France Alzheimer , halte répit de la croix rouge, la compagnie des aidants avec l'organisation d'un forum aidant.</p> <p>Mettre en place des permanences institutionnelles au sein du centre social : MDPH, CRAMIF, SAMSAH pour faciliter l'accompagnement de proximité et le suivi des dossiers des usagers.</p> <p>Mettre en place des ateliers d'inclusion sociale avec les résidents de l'association HAARP et le centre social afin de les intégrer davantage dans la cité.</p>					
Public cible	Personnes en situation de handicap				
Lieu de l'action	Espace Marianne	Territoire :	Tout le territoire du CLS		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					
TYPLOGIE ET THEMATIQUE					
Déterminant visé	Système de santé				
Thème 1	Santé et autonomie des personnes handicapées		Si autre :		
Thème 2	Accès aux droits		Si autre :		
Thème 3			Si autre :		
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?			1.4	2.1	
Offrir des dispositifs d'appui aux parcours complexes					
Améliorer la connaissance des besoins et de la qualité des réponses					
Articulation avec d'autres plans locaux					
PARTENAIRES ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Santé	MDPH	Oui	Oui	Oui	Oui
Medico-social	SAMSAH JOHN BOST	Oui	Oui	Oui	Oui
Medico-social	CMPP	Oui	Oui	Oui	Oui
Medico-social	APF	Oui	Oui	Oui	Oui
Medico-social	France Alzheimer - Croix Rouge	Oui	Oui	Oui	Oui
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					
Si oui, précisez :		Quel degré ?			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateur processus	mise en place du réseau de partenaires				
Indicateur activité 1	nombre de réunions partenariales et de permanences				
Indicateur activité 2	nombre de personnes en situation de handicap touchées par les actions				
Indicateur résultat 1					
Indicateur résultat 2					

Signatures des partenaires :

Le 19/12/19 à Magny-en-Vexin



Pour la commune de Magny-en-Vexin :

Nom-Prénom :

Fonction :

Signature :

MULLER Jean-Pierre
Maire de Magny-en-Vexin



19 DEC. 2019

Pour l'Agence Régionale de Santé :



Nom-Prénom :

Fonction :

Signature :

Agence Régionale de Santé Ile-de-France
Le Délégué Départemental Adjoint
du Val d'Oise

[Signature]

Jacques-Alexandre HESNARD



Pour la Préfecture du Val d'Oise :

PRÉFECTURE DU VAL D'OISE

Nom-Prénom :

Fonction :

Signature :

Maïssa BARATTE
Secrétaire général de la préfecture
Adjoint préfet de l'ordre

[Signature]



Pour le Conseil Départemental du Val d'Oise :

Nom-Prénom :

Fonction :

Signature :

Mme CAVECHI
Présidente du CDG
[Signature]



**Pour la Caisse Primaire d'Assurance Maladie
du Val d'Oise :**

Nom-Prénom :

Fonction :

Signature :

Marion VAN WONTERGHEN
Directrice générale

[Signature]